il semble n'avoir jamais douté qu'elle était ou promi e par le gouvernement du

Cenada ou comprise dans le traité.

Ceci est démontré par le témoignage de M. Roy, let par une lettre que M. Archibald adressa à M. Smith, le 20 décembre 1977, dans le uelle il dit : "Il n'y a pas de doute qu'il aurait fallu bien peu ce tem s pour le reneuer le sesprits à de meilleurs sentiments, et que lui et ses unis (Re et ses rés) en mient pu réclumer une amnistie qui, promise ou non, était implisitent cu' remanure dans le traité, mais qu'aucun gouvernement ne pourra ofer accordet, qu'elle oi promise ou non, tant que les passions du moment ne seront pas un peu applisées et ne l'auront pas laissé libre d'agir selon le véritable intérêt du peuple canadien."

Ces vues sont celles qu'il adopta dès le commencement, car il dit qu'à son arrivée à la Rivière-Rouge, en septembre 1870, il annonça à la population et à l'archevêque qu'il n'avait aueune instruction; et qu'il dit à l'archevêque que sa propre impression était que, sous toutes les circonstances de l'affaire, la conclusion logique sembluit être qu'il

devait y avoir une amnistie.

En octobre 1871, la province était menacée d'une formidable invasion fénienne, le gouverneur pensa la situation si grave que pour repousser cette invasion, il demanda le concours unanime de toute la population. Il s'adressa au Père Ritchot pour obtenir l'aide des métis français. On échangea une correspondance dans laquelle le Père Ritchot représenta que l'influence de Riel était nécessaire pour diriger ses compatriotes, mais qu'il se trouvait dans une position telle qu'il ne pouvait pas agir ouvertement à moins d'avoir l'assurance qu'il serait à l'abri de toutes poursuites légales au moins pour le présent.

A cette demande le gouverneur répondit :-

"Vous parlez de difficultés qui peuvent empêcher M. Riel de se servir de son influence sur ses compatriotes pour les rallier à la défense de la Couronne, dans les circonstances actuelles.

"Si M. Riel vient de l'avant, comme on le suggère, il ne doit pas craindre de voir sa liberté troublée de quelque manière que ce soit, pour me servir de vos propres

expressions "pour la circonstance actuelle."

Riel vint de l'avant comme on le voulait et organisa deux ou trois cents Métis. Conjointement avec Lépine et Parenteau, il écrivit au gouverneur qu'ils avaient organisé plusieurs compagnies et que d'autres étaient en voie d'organisation, et qu'aussi longtemps que leurs services seraient nécessaires, il pouvait compter sur eux.

Le 8 octobre, le gouverneur traversa la rivière pour les rencontrer. Il échangea des poignées de main avec Riel, Lépine et autres, et les remercia, par l'entremise de son secrétaire M. Buchanan, pour leur loyauté et leur promptitude d'action, par une lettre du 8 octobre adressée à Riel, Lépine et Parenteau. Dans son témoignage, le gouverneur Archibald explique comme suit les raisons qui justifiaient sa ligne de conduite:

" Je crois que l'attitude des Métis, lors de l'incursion fénienne, est due aux repré-" sentations de leurs chefs, que j'ai déjà mentionnées, et si les Métis cussent pris une " attitude différente, je ne crois pas que la province secuit maintenant en notre posses-" sion. Je crois avoir communiqué ces thits au convernement à Ottawa.

" Je n'ai reçu aucune communication quant au mode d'action, adopté ou à adop-

" ter."

Dans ces circonstances difficiles on le laissa sons autres instructions que celles qu'il avait reçues à Ottawa, de Sir George Cartier, qui lui dit:—" Vous devez exercer votre meilleur jugement et faire ce que vous pourrez pour maintenir la paix; nous avons implicitement confiance dans votre discrétion et votre bon sens."

Dans une lettre confidentielle du 9 octobre 1871, le gouverneur Archibald fit rapport sans délai à Sir John A. Macdonald de la promesse qu'il avait faite,—" que pour

la circonstance actuelle les chefs de 1869 et 1870 ne servient pas arrêtés."

Cette lettre fut reconnue, le 18 octobre, par Sir John A. Maedonald, qui n'exprima pas un mot de désapprobation de la conduite suivie ou des promesses fuites aux chefs.

oorge, eux une

par

et à Son

il a se est

que lent lles

dre ant une

treune stie

mée bria n, il tren la

vits rait erge

stie non. ant 9);

ent rale ilte, 'ère Le

rge de

s la véo **tie**,